

Elevages
9, rue du sabot
22440 PLOUFRAGAN

PLOUFRAGAN, le 06/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



EARL DE LA VILLE BLANCHE

LA VILLE BLANCHE
22480 CANIHUEL

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0052200524

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/11/2022 dans l'établissement EARL DE LA VILLE BLANCHE implanté LA VILLE BLANCHE 22480 CANIHUEL. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

inspection suite APMD du 16/11/2021

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE LA VILLE BLANCHE
- LA VILLE BLANCHE 22480 CANIHUEL
- Code AIOT : 0052200524
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole soumise au régime de l'autorisation pour 77000 emplacements poules pondeuses et 32000 poulettes démarrées.
Exploitation porcine soumise au régime de l'autorisation pour 2662 emplacements porcs à l'engrais et 1800 places post sevrage

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- à compléter

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|---|--|-------------------|
| 1 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 1 | / | Sans objet |
| 2 | Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier | Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1 | / | Sans objet |
| 3 | Propreté des installations | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | / | Sans objet |
| 4 | Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | / | Sans objet |
| 5 | Tenue du registre des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | / | Sans objet |
| 6 | Calcul du 170 kg/SAU | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II | / | Sans objet |
| 7 | Sécurité et entretien des installations de traitement | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 | / | Sans objet |
| 8 | Auto-surveillance du traitement des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38 | / | Sans objet |
| 9 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

respect des prescriptions de la mise en demeure du 16/11/2021, l'APMD peut être levé

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/10/2014, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Effectifs autorisé 77000 poules pondeuses et 32000 poulettes démarrées |
| Constats : CONFORME |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2019, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Effectifs autorisés : 2662 porcs charcutiers, 1800 post sevrage |
| Constats : CONFORME |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Propreté des installations

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Evacuation des déchets effectuée conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Tenue du registre des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. |
| Constats : conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Tenue du registre des risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| Constats : conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Calcul du 170 kg/SAU

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXEIII : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote. |
| Constats : conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Sécurité et entretien des installations de traitement

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 28 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage. Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus. L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents. Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées. Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> — de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; — de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspiration ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018). Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement. |
| <p>Constats : conforme</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 8 : Auto-surveillance du traitement des effluents

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 38 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> — dans le cas d'un traitement aérobique d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ; — le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ; — les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore. Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse. L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| <p>Constats : conforme</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvement d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |